

**DEPARTEMENT DE LA
CHARENTE MARITIME**

**ARRONDISSEMENT
DE ROCHEFORT**

CANTON DE ROYAN

COMMUNE DE ROYAN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 09.032

L'An deux Mille Neuf, le 27 mars à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier QUENTIN, Député-Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 16 mars 2009

DATE D'AFFICHAGE

Le 16 mars 2009

ETAIENT PRESENTS : M. QUENTIN, M. LE GUEUT, Mme PELTIER, M. GIRAUD, M. DENIS, Mme CROUÉ, M. BESSON, Mme CHABANEAU, M. LABIA, adjoints,

Mme BOURDEAU, M. CAU, M. CHABASSE, Mme CIRAUD-LANOUE, M. COASSIN, M. COEURET, Mme DOUMECQ, Mme DUMAS, Mme FAUQUET-MOLL, M. FILOCHE, M. GONZALEZ, Mme GRAMMATICO, Mme LEFEBVRE, M. MERLE, Mme PELLET, M. POTENNEC, M. PRUDENCIO, M. RICH, M. STOFFAËS, Mme WILLMANN, conseillers municipaux.

ETAIENT REPRESENTES :

Mme LECOMTE représentée par Mme GRAMMATICO
M. GUIARD représenté par M. MERLE
Mme MONNEREAU représentée par Mme BOURDEAU

ETAIT ABSENTE-EXCUSEE : Mlle BARRAUD-DUCHERON

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 29
Nombre de votants : 32

Mme CIRAUD-LANOUE a été élue Secrétaire de Séance.

OBJET : Attribution d'une subvention et approbation de la convention d'objectifs à conclure avec l'association SOMECOB pour l'année 2009.

RAPPORTEUR : M. COEURET

VOTE : UNANIMITE

La commission des sports, lors de sa réunion du 16 mars 2009, a proposé d'attribuer une subvention de 200.000 euros (deux cent mille euros) à l'association SOMECOB.

Cette subvention étant supérieure à la somme de 23.000 euros il est nécessaire, conformément à la loi numéro 2000-321 du 12 avril 2000, de conclure une convention d'objectifs avec l'association SOMECOB.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis de la Commission des sports émis lors de sa réunion du 16 mars 2009,
- VU le projet de convention ci-annexé,
- APRES en avoir délibéré,

DECIDE

- d'attribuer une subvention de 200.000 euros (deux cent mille euros) à l'association SOMECOB.
- d'approuver la convention d'objectifs à intervenir avec l'association SOMECOB.
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget de l'année en cours.
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire, ou Monsieur le Premier Adjoint agissant par délégation, à signer la convention d'objectifs précitée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,
Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 1^{er} avril 2009

Pour le Député-Maire,
Le Premier Adjoint,
Henri LE GUEUT



Convention Générale d'Objectifs
Entre la Collectivité
et l'Association SOMECOB

ENTRE

La Ville de ROYAN représentée par son Député-Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2009,

D'UNE PART,

ET

La SOMECOB, association loi de 1901, déclarée en sous préfecture de Rochefort le 14 janvier 1956 sous le numéro 2/00831, agréée comme association sportive sous le numéro 87-17-10S le 7 janvier 1987 par le préfet de Charente-Maritime représentée par son Président en exercice, monsieur Jean-Paul MATRAT, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après désigné *l'Association*,

D'AUTRE PART,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

En exécution de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 janvier 2001, la commune et *l'association* ont décidé de conclure, **pour l'année 2009**, une convention d'objectif destinée à :

§ Assurer la transparence des relations entre la commune et *l'association*,

§ Définir les obligations réciproques des parties en délimitant l'engagement de la commune en fonction d'objectifs précis,

§ Fixer les règles relatives au fonctionnement de *l'association* et notamment celles relatives au respect des normes comptables et de gestion et aux modalités de contrôle des comptes et de l'activité de *l'association*.

Enfin la commune souhaite, au travers de cette convention, affirmer sa volonté de **promouvoir le développement de la pratique des sports équestres**, en rappelant que la loi numéro 84.610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives dispose que le développement de ces activités est d'intérêt général et que leur pratique constitue un droit pour tous.

IL EST ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

L'association SOMECOB -société d'organisation des manifestations équestres de la côte de beauté- a notamment vocation à promouvoir la pratique de l'équitation à travers l'organisation de manifestations sportives.

Au titre de la présente convention, *l'association* s'engage à organiser **durant le mois de juillet 2009** :

- un concours hippique international correspondant au label « CSI*** », décerné par la fédération internationale, de sorte que le centre équestre du Maine Gaudin (appartenant à la ville) et la ville deviennent la référence régionale en matière de compétitions équestres de haut niveau.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour la politique sportive et touristique de la ville de Royan, la collectivité a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers et matériels à *l'association*.

ARTICLE 2

En contrepartie *l'association*, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} octobre au 30 septembre, devra :

Justifier du fonctionnement de ses activités conformément à la vocation arrêtée à l'article 1 ci-dessus. En particulier, elle devra :

- § **Indiquer** pour le « CSI*** » : le nombre de nations participantes et le nombre de cavaliers présents. Elle s'engage à mentionner dans les différents documents : la promotion de la manifestation, l'aide apportée par la ville, de sorte que celle-ci puisse organiser un stand de relations publiques et, à accorder une gratuité dans le site le vendredi de la manifestation.
- § **Communiquer** à la ville de Royan, au plus tard le 30 avril de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le président **ou** le trésorier ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- § **fournir** régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration, ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.
- § **Tenir** sa comptabilité par référence aux principes du plan comptable général 1982 et aux avis du centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- § **Accepter** le contrôle de ses finances, de sa gestion et de l'utilisation des fonds publics par la ville.

ARTICLE 3

La ville s'engage à verser la somme de **200.000 euros (deux cent mille euros)**.

- d'une part 31.650 euros (trente et un mille six cent cinquante euros),
- d'autre part 168.350 euros (cent soixante huit mille trois cent cinquante euros) au titre de la manifestation « jumping international ».

Cette somme sera versée selon les modalités suivantes :

- 50.000 euros (cinquante mille) à la signature des présentes,
- 90.000 euros (quatre-vingt dix mille) le 15 juin 2009,
- 60.000 euros (soixante mille) le 15 juillet 2009.

ARTICLE 4

Au cas où la Ville considérerait que les objectifs assignés à *l'association* ne sont pas réels ou suffisants dans leur mise en œuvre, elle mettra en demeure *l'association*, par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'y conformer. Un ordre de reversement sera émis si nécessaire. La réfaction s'effectuera sur l'exercice suivant.

Fait à ROYAN, le 2 avril 2009

Pour le Député-Maire
de la Ville de Royan,
Le Premier Adjoint,
Henri Le Gueut

Le Président de *l'association*,

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 2 avril 2009